

COMPTEZ AVEC NOUS! LA JUSTICE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR LES FEMMES

Malgré d'importantes avancées, des obstacles considérables subsistent à la pleine réalisation des droits des femmes. Les femmes sont toujours surreprésentées dans le sous-emploi, dans les emplois informels et précaires, y compris au bas des chaînes mondiales d'approvisionnement, ainsi que dans le travail de soins non rémunéré au sein de leur foyer.

La ségrégation professionnelle et la sous-estimation du travail dans les secteurs à dominante féminine persistent, à l'instar des disparités salariales et des lacunes en matière de protection sociale qui en résultent entre hommes et femmes. La discrimination fondée non seulement sur le genre mais aussi sur la classe sociale, la race, l'origine ethnique, l'âge, l'identité de genre, le handicap, le statut d'autochtone ou de migrant est toujours très présente dans les expériences des femmes dans le monde du travail, à l'instar de la violence et du harcèlement fondés sur le genre.

La justice sociale et économique pour les femmes implique d'investir dans les soins. Les soins sont essentiels à notre bien-être et à notre développement en tant qu'êtres humains. Or, lorsque le fardeau du travail de soins non rémunéré incombe essentiellement aux femmes, cela peut limiter les choix et les possibilités. Les responsabilités liées aux soins et les rôles respectifs des hommes et des femmes assignés par la société influent considérablement sur la participation des femmes au marché du travail, y compris sur le type de travail qu'elles exercent, les postes qu'elles occupent, la qualité des emplois à dominante féminine et le salaire qu'elles perçoivent. Le travail de soins rémunéré est souvent caractérisé par un faible salaire et de mauvaises conditions de travail. La réduction des dépenses publiques, la sous-traitance, la privatisation et l'apparition d'entreprises-plateformes dans le secteur contribuent à la précarisation et à l'informalisation du travail de soins rémunéré.

Selon l'Organisation internationale du travail, **606 millions de femmes en âge de travailler** – et 41 millions d'hommes – ne font pas partie des actifs en raison de leurs responsabilités familiales. Les femmes, et en particulier les femmes racialisées et migrantes, constituent également la majorité de la main-d'œuvre dans l'économie des soins à l'échelle mondiale, y compris les travailleuses domestiques. Investir dans la création d'emplois décents dans l'économie des soins est essentiel au développement et à l'égalité et à l'équité entre les sexes. L'Organisation internationale du travail estime que l'investissement dans l'économie des soins

nécessaire pour atteindre les Objectifs de développement durable se traduirait par un total de 475 millions d'emplois d'ici à 2030. Les syndicats devront s'organiser entre les secteurs de l'économie des soins pour veiller à ce que les emplois créés soient des emplois décents, c'est-à-dire rémunérés à leur juste valeur, dans le respect de la liberté syndicale et de la négociation collective, bénéficiant d'une protection sociale, réglementés selon les normes de santé et de sécurité au travail et sans violence et harcèlement fondés sur le genre.

- » La participation des femmes au marché du travail est inférieure de 26 points de pourcentage à celle des hommes.
- » Les femmes gagnent seulement 77 centimes pour chaque dollar que gagne un homme et, sur la base des tendances actuelles, l'écart salarial entre hommes et femmes à l'échelle mondiale ne sera pas comblé avant 2069.
- » Les pensions des femmes tendent à être 30-40 % inférieures à celles des hommes et moins de femmes que d'hommes perçoivent une pension.
- » La contribution des femmes à l'économie, par le biais du travail de soins non rémunéré, se situe entre 20 et 60 % du produit intérieur brut.
- » 818 millions de femmes de plus de 15 ans ont connu des violences sexuelles ou physiques chez elles, dans leur communauté ou sur leur lieu de travail.